



NOM :

PRENOM :

Groupe :

année 2019-2020

-1ère année

- DÉPARTEMENT : informatique

- Enseignement : Environnement comptable et juridique

- Durée de l'épreuve : Écrit 1h

REPONDEZ AUX QUESTIONS SUIVANTES

Chapitre 1 La notion de droit

1) Classez parmi les droits subjectifs les droits suivants :

1.1 Le droit à la protection de ses données à caractère personnel

Droits Extra-patrimoniaux- droits de la personnalité

1.2 Le droit d'auteur pour un développeur informatique

Droits patrimoniaux – droits intellectuels ET Droits extra-patrimoniaux- de la personnalité
L'un des deux était demandé

1.3 Le droit de grève pour des salariés

Droits extra-patrimoniaux- libertés publiques

1.4 Le droit de vote aux élections municipales du 28 juin 2020

Droits extra-patrimoniaux- droits politiques

Chapitre 2 le règlement des litiges

2) Pour les situations juridiques suivantes, indiquez le tribunal compétent et justifiez votre choix.

Situations juridiques	Tribunal compétent	Justification
La société Eriware prestataire de services informatiques a un litige avec la société Haulotte	Tribunal de commerce	Litige entre 2 sociétés commerciales
M X ingénieur informatique a profité d'une faille de sécurité pour s'introduire dans le système d'information de la société Haulotte	Tribunal correctionnel (Tribunal judiciaire accepté)	Infraction, c'est un délit donc tribunal correctionnel
M X salarié a un litige au sujet du non paiement de ses heures supplémentaires	Conseil de prud'hommes	Litige individuel du travail
Mme Y voudrait saisir la juridiction qui juge en droit	Cour de Cassation	Seule juridiction qui juge en droit

3) Dans la hiérarchie des sources du droit, énoncez une source du droit qui est supérieure à la loi informatique et libertés sur la protection des données

Le RGPD, la vie privée a valeur constitutionnelle

4) Je constate des propos diffamatoires me concernant sur un site internet, après avoir contacté l'auteur et l'hébergeur, les propos sont toujours en ligne ! Quelle juridiction vais je pouvoir saisir (compétence d'attribution) ? Le tribunal de quel lieu(compétence géographique) ?

Délit de diffamation donc tribunal correctionnel. Tout tribunal sur le territoire français

5) J'ai acheté un bien sur un site Internet chinois. Le produit n'est jamais arrivé !! Quel tribunal puis je saisir (compétence d'attribution) ? Le tribunal de quel lieu(compétence géographique) ?

Il s'agit d'un litige lié au droit de la consommation. L'UE permet à ses ressortissant de saisir la juridiction qui serait la plus protectrice. En Chine il n'y a pas de droit de la consommation Tribunal de proximité en France

Chapitre 3 : Les Contrats

6) Énoncez les conditions de validité des contrats

Le consentement des parties- la capacité juridique- le contenu licite

7) Énoncez deux obligations à la charge du vendeur dans un contrat d'achat/vente

Par ex : obligation d'information de garantie contre les vices cachés- de délivrance du bien, de conformité...

Accepté obligation de moyens et de résultat

8) Énoncez deux obligations à la charge du client dans un contrat d'achat/vente
Payer le prix, réceptionner le produit.

9) Caractérisez un contrat de vente de matériel informatique par un magasin spécialisé. Vous citerez deux caractéristiques (critères de contenu, de formation ou d'exécution ...) ***Contrat synallagmatique, de gré à gré ou d'adhésion, commutatif, consensuel ou solennel...***

10) Citez les éléments qui fondent la liberté contractuelle

Liberté de contracter ou de ne pas contracter- de choisir son co-contractant- de choisir les clauses du contrat

Chapitre 4 : Le contrat de société

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 1 juillet 2019 , il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Dénomination sociale : CADOLINE
 - Capital social : 10 Euros,
 - Forme : société à responsabilité limitée
 - Siège social : 75 av Marcel Vyncke 59250 HALLUIN
 - Objet social : développement de solutions informatiques- sites internet
 - Durée : 99 à compter de son immatriculation au RCS
 - Gérance : Mlle Cadennes Marie, demeurant 75 av. M. Vyncke 59250 HALLUIN .
- La société sera immatriculée au RCS de ROUBAIX.

QUESTIONS (5 points)

11) Rappelez les éléments constitutifs de la société commerciale vus en cours.

Au moins deux associés (sauf exception)- apports- participer aux bénéfices- l'affectio sociétatis.

12) Identifiez le statut juridique choisi pour cette organisation. Présentez au moins trois caractéristiques particulières de ce statut.

C'est une SARL- pas de capital minimum- Des associés qui ont des parts sociales- responsabilité limitée aux apports...

13) A quelle condition la gérante Mlle Cadennes peut-elle être salariée ?

Avoir moins de 50 % des parts sociales. Accepté la situation de la SCOP SARL

Chapitre 5 et 6 : le contrat de travail

14) Les statuts suivants sont-ils pour vous des contrats de salariés. (Ne gardez dans votre copie que les statuts de salariés)

un intérimaire- un CDI à temps partiel- Un fonctionnaire- un alternant en 2ème année à l'IUT- un footballeur professionnel

15) Citez deux conséquences que va occasionner le statut de salarié

Plan juridique (application du droit du travail prendre des ex)

Plan économique (responsabilité éco et du matériel à l'employeur)

Plan protection sociale (pas d'allocation chômage)

16) VRAI-FAUX L'alternance regroupe uniquement le contrat d'apprentissage. Justifiez
FAUX...Et le contrat de professionnalisation

17) Énoncez quatre décisions qui peuvent être prises par un employeur dans le cadre de ses pouvoirs. Embaucher, licencier, réorganiser le service, des primes, modifier le RI, les conditions de travail, sanctionner, contrôler le travail, investir...

18) La négociation collective s'effectue avec notamment les organisations représentatives des salariés, citez quatre organisations représentatives des salariés au plan national

CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC

19) Les dispositions des conventions ou accords collectifs sont en général moins favorables aux salariés que celles des lois en vigueur. **VRAI-FAUX** (Prenez un exemple) **Ex en matière de salaire un accord collectif ou une convention peuvent être plus intéressants que la loi et pas moins.**

20) L'employeur peut modifier les conditions de travail, l'organisation du travail de ses salariés. Un employeur peut-il modifier les éléments suivants (Ne garder que les éléments pouvant être modifiés par l'employeur):

le nombre d'heures supplémentaires- l'organisation du service- décider d'une mission- revoir le règlement intérieur-

21) Citez deux situations de suspension du contrat de travail à l'initiative de l'employeur, puis à l'initiative du salarié

Employeur : Mise à pied- chômage partiel

Salarié : maladie, Grève, maternité, paternité...

22) Indiquez les conditions du licenciement pour faute lourde.

Liée à une faute ou à un problème de comportement du salarié

Cause réelle (que l'on peut prouver)

Cause sérieuse (suffisamment importante dans le cas de la faute lourde, il faut une intention de nuire)

23) Vous effectuez 45 heures de travail cette semaine payées 18,30€ de l'heure. Quelle sera le montant de la rémunération de vos heures supplémentaires en appliquant la loi ?

Montant = **237,9 €**

24) Un salarié est embauché comme chargé de communication le 1^{er} décembre 2019. Quel sera le nombre de jours de congés dont il pourra bénéficier s'il veut tous les prendre en août 2020 ?

Montant = **15 jours**

25) Proposez quatre caractéristiques particulières du conseil de prud'hommes ou de sa procédure.

Juridiction d'exception- litige individuel cadre du contrat de travail- paritaire professionnel salariés et employeurs- 5 ans- 5 branches- procédure conciliation jugement départage...

Chapitre 7 : Les responsabilités

26) Identifiez les responsabilités qui sont engagées dans ces situations juridiques

Situations juridiques	Responsabilités
1° M X a usurpé l'identité de Mme Y pour créer un faux profil Facebook. Elle a subi un préjudice moral	Responsabilité pénale Responsabilité civile délictuelle
2° La société Trucmuch demande la rupture des relations commerciales avec son prestataire informatique. Trucmuch estime que les dysfonctionnements...	Responsabilité civile contractuelle